

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 06 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE D'EXPLOITATION DES CARRIERES DE LANHELIN

Route de Plesder
BP 22 - Cedex 208
35720 Mesnil-Roc'h

Références : UD35/2026-05
Code AIOT : 0005503008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SOCIETE D'EXPLOITATION DES CARRIERES DE LANHELIN implanté LA CHAUFFETIERE 35720 MESNIL-ROC'H. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D'EXPLOITATION DES CARRIERES DE LANHELIN
- LA CHAUFFETIERE 35720 MESNIL-ROC'H
- Code AIOT : 0005503008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située au lieu-dit "La Chauffetière" a bénéficié d'un arrêté préfectoral d'autorisation le 6 février 2006 pour l'exploitation d'une carrière de granit à hauteur de 150 000 t maximum par an et pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Production	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Parcellaire	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 2	Prescriptions complémentaires	3 mois
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Distances limites	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 6.5	Demande d'action corrective	1 mois
8	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 9.5	Demande d'action corrective	3 mois
14	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 12.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Risques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Information du public et accès	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 5.1 5.4	Demande d'action corrective	1 mois
17	Stockage des déblais	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 1
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 6.6
6	Profondeur et cote minimale	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 2
9	Préventions des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 9.2
10	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 9.4
12	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 10.2
13	Bruits	Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 12

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection révèle de nombreuses non conformités par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 février 2006.

L'exploitant doit réaliser un récolement des prescriptions dans un délai de 3 mois et s'engager sur un plan d'actions pour régulariser les écarts. Ce plan d'actions devra comprendre un échéancier raisonnable et justifié des actions à mener pour mettre en conformité le site, dans un délai maximal d'un an. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport pour prescrire ce récolement.

L'exploitant doit impérativement améliorer rapidement la gestion du site pour veiller à ce que son exploitation n'ait pas d'impacts négatifs sur l'environnement (périmètre d'extraction et d'activité, information et sécurité des tiers, stabilité des terrains et des stockages, pollution des eaux et des sols, nuisances par les vibrations, sécurité incendie et gestion des déchets).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 1				
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature				
Prescription contrôlée :				
[...] L'activité au regard de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement est définie comme suit :				
Rubrique de la nomenclature	Nature des activités	Capacité	Régime	
2510-1	Exploitation de carrière	Production annuelle : moyenne : 100 000 tonnes maximale : 150 000 tonnes	A	
2920.2.B	Compression	Compresseur 1 : 167 kW Compresseur 2 : 75 kW Compresseur 3 : 75 kW Compresseur 4 : 110 kW	D	
Constats :				
La rubrique 2920 a été supprimée en 2018.				
Lors de l'inspection de 2017, il avait été demandé à l'exploitant de déclarer l'atelier de taille (rubrique 2524). Cette déclaration n'a pas été faite mais l'exploitant indique que l'atelier de taille a été fermé en 2018.				
L'exploitant indique que seule de l'extraction est réalisée sur le site. Il n'y a pas d'accueil de déchets ni de concassage. Les blocs extraits sont transportés à la carrière de la Bécanne de même exploitant pour transformation ou expédiés directement aux clients.				
L'exploitant indique disposer d'un dépôt d'explosifs soumis à la rubrique 4220. Ce dépôt dispose d'un numéro d'AIOT séparé (5514358).				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Production
Prescription contrôlée : La production annuelle moyenne sera de 100 000 tonnes et la production maximale annuelle autorisée de 150 000 tonnes.
Constats : La production déclarée sur GEREPP pour 2024 s'élève à 61 920 tonnes. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que la production annuelle est inférieure sans pouvoir indiquer de chiffres précis. Pour 2025, il indique une production de 10 000 m3 soit 22 000 tonnes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit être en mesure de disposer des tonnages extraits. Il vérifiera la production annuelle déclarée sur GEREPP et transmettra, si celle-ci est erronée, la production 2024 à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 6.6
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an. Cette mise à jour concernera : - l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks ..), - les surfaces défrichées à l'avancement, - le positionnement des fronts, - l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état) - l'emprise des zones remises en état.
Constats : Le plan présenté le jour de l'inspection comprend les éléments attendus. Il est daté du 02/12/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Parcellaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Parcellaire
Prescription contrôlée : Les parcelles concernées par la présente autorisation (cf plan en annexe) sont les suivantes : Commune Section Numéro SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN B 160, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 449, 450, 451, 466, 467, 468, 498pp, 511, 1628, 1629, 1772, 1773pp, 1774 - PP : pour partie La partie de la parcelle cadastrée n°498 section B de la commune de SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN située en zone NCa du Plan d'Occupation des Sols de la commune et la partie de la parcelle cadastrée n°1773 section B de la commune de SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN située en zone NB du Plan d'Occupation des Sols de la commune sont exclues de la présente autorisation. Les parcelles autorisées à l'extraction sont les suivantes : Commune Section Numéro SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN B 165, 167, 1773
Constats : Sur le plan du 02/12/2025, l'exploitant a délimité le périmètre autorisé. Ainsi, il a pu être constaté que le périmètre exploité dépasse du périmètre autorisé à 2 endroits : <ul style="list-style-type: none">• à l'ouest au niveau des parcelles B166 et B169• à l'est au niveau des parcelles B460 et B464 Lors de l'inspection de 2017, il avait été demandé à l'exploitant de remettre en état la parcelle B169 non autorisée à l'extraction (observation 2017-02). En 2025, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas procédé à cette remise en état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire imposant un récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 06/02/2006 est joint à ce rapport. Il est demandé à l'exploitant de vérifier le périmètre autorisé et le périmètre exploité et de proposer à l'inspection des installations classées des mesures permettant le respect des prescriptions, avec un échéancier associé. Le récolement devra être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois. Si l'exploitant le justifie, les mesures à mettre en œuvre pourront s'échelonner dans le temps, dans un délai maximal d'un an. L'exploitant devra retracer l'historique des parcelles exploitées, avec le type d'exploitation (extraction, stockage, etc.). > Il est rappelé à l'exploitant que seules les parcelles B 165, 167 et 1773 sont autorisées à l'extraction. En aucun cas il ne doit être procédé à des extractions en dehors de ces parcelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 5.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique ne pas avoir connaissance de la présence de bornes sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, le procès-verbal de bornage du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Profondeur et cote minimale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Profondeur et cote minimale
Prescription contrôlée : La profondeur des excavations ne dépassera pas 50 mètres soit une cote limite en profondeur fixée à 10 m NGF.
Constats : Sur le plan présenté le jour de l'inspection, la cote minimale est de 46 m NGF. La cote au niveau de la route est de 64 m NGF et la cote la plus haute est de 70 m NGF. Afin de vérifier la profondeur maximale des excavations, l'exploitant a présenté un logiciel avec une vue en 3D de la carrière. La coupe montre des cotes comprises entre 46 et 86 m NGF soit une profondeur respectant les prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Distances limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 6.5
Thème(s) : Situation administrative, Distances limites
Prescription contrôlée : Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.
Constats : Sur le plan du 2 décembre 2025 consulté lors de l'inspection, il apparaît que la bande minimale de 10 mètres n'est pas respectée à l'ouest au niveau de la parcelle B169. Ce constat avait déjà été fait lors de l'inspection de 2017. Il n'y a pas eu de changement depuis. L'exploitant indique que la remise en état est compliquée à mettre en œuvre puisqu'il faudrait remblayer la fosse, mais il s'agit de la partie la plus profonde. S'agissant de la même parcelle non comprise dans le périmètre (point n°4), l'exploitant doit envisager toutes les solutions permettant de respecter cette bande de 10 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Dans le cadre du récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral, il est demandé à l'exploitant de proposer une solution (remblaiement, modification du périmètre, etc.) permettant de respecter la bande de 10 mètres minimum. Dans l'attente, l'exploitant proposera à l'inspection des installations classées des mesures de sécurité qu'il mettra en place dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions - dispositions générales
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que le site n'est pas en bon état de propreté.</p> <p>En particulier, il a été constaté la présence de nombreux déchets (ferraille, ancienne pompe cassée, bombes de peinture, ancien compresseur notamment), et de beaucoup de boues à l'intérieur du site. Il n'a toutefois pas été constaté de dépôt de boues à l'extérieur du site ce jour.</p> <p>L'exploitant a rencontré la Maire qui a demandé une vigilance sur la propreté des voies de circulation.</p> <p>Concernant les boues, l'exploitant ne dispose pas de rotolue. Cependant, il indique qu'une installation de rotolue est prévue au 2ème ou 3ème trimestre 2026.</p> <p>L'exploitant indique que l'entrée nord est nettoyée tous les soirs et sera fermée pour la période hivernale de mi décembre 2025 jusqu'au printemps 2026. Au sud, la boue peut se déposer sur la route à l'intérieur de la propriété mais pas au-delà.</p> <p>Les rampes de circulation à l'intérieur du site vont être refaites avec un plan de circulation pour séparer les chargeuses, ce qui devrait diminuer les passages boueux dans le site.</p> <p>En ce qui concerne les déchets, l'exploitant indique qu'un nettoyage global du site est en cours.</p> <p>Après la remise à niveau du site, les équipes seront formées pour le maintien du bon état de propreté.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit procéder à un nettoyage complet du site, trier et évacuer tous les déchets dans les filières appropriées. Il transmettra des photos du site et des bordereaux d'évacuation des déchets dans un délai de 3 mois.</p>

> L'exploitant doit prévoir l'installation du rotolue et s'engager sur celle-ci dans le cadre du récolement des prescriptions et de l'échéancier des travaux prévus. Il transmettra le récolement des prescriptions dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Préventions des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Préventions des pollutions - circuit des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de procédés, les eaux d'exhaure et les eaux pluviales suivent le circuit des eaux annexé au présent arrêté. Les eaux pluviales sont collectées au niveau des points bas de la carrière. Les eaux du bassin de stockage Sud-Ouest sont utilisées en circuit fermé dans l'installation de transformation de la SA HIGNARD GRANITS (installation hors périmètre d'autorisation du présent arrêté) avec appoint par les eaux d'exhaure et les eaux pluviales. Seul le trop-plein du bassin de stockage Nord-Est peut faire l'objet d'un rejet au milieu naturel, au niveau du ruisseau de l'Ancien Moulin de Bois Hue au Tronchet, suivant les conditions définies à l'article 9.4 ci-dessous.
Constats : L'atelier de taille n'existe plus. Le circuit des eaux est décrit par l'exploitant : après collecte en fond de fouille, les eaux sont pompées vers un premier bassin. Une partie est prélevée de ce bassin vers un bassin n°2 pour le processus d'extraction par sciage. Une pompe a été installée dans ce bassin n°2 pour empêcher son débordement vers le milieu naturel. Le circuit se poursuit vers un 3ème bassin depuis lequel un rejet au milieu naturel a lieu par débordement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions - valeurs limites
Prescription contrôlée : I. Avant rejet dans le milieu naturel , les eaux devront respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 6 et 8;- la température est inférieure à 30 °C- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 20 mg/l ;- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 30 mgjl ;- _ les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l :- les métaux (Fe + Al) ont une concentration inférieure à 5 mgjl. II. La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt.
Constats : L'exploitant a présenté 2 rapports d'analyse datés respectivement du 13/03/2025 et du 14/10/2025. Les valeurs étaient conformes à celles fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant indique qu'auparavant, les prélèvements et donc contrôles des valeurs de rejet des eaux de la carrière n'avaient pas lieu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit veiller à s'assurer du respect des valeurs de rejet des eaux, au moins annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 9.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions - contrôle de la qualité des eaux rejetées
Prescription contrôlée : Le volume rejeté chaque mois sera relevé et porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Un contrôle de la qualité des eaux d'exhaure sera réalisé annuellement à partir d'un échantillon moyen représentatif proportionnel au débit. Les paramètres énumérés à l'article 9.4.1 ci-dessus seront analysés selon les normes en vigueur. Les résultats seront portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant ne relève pas le volume rejeté chaque mois. Les contrôles réalisés en 2025 n'ont pas été réalisés à partir d'un échantillon moyen proportionnel au débit mais à partir d'échantillons ponctuels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit mettre en place un système lui permettant de relever le volume rejeté chaque mois et de consigner les valeurs relevées. Ce système devra également lui permettre de prélever des échantillons proportionnels au débit. > Il proposera à l'inspection des installations classées une solution dans le cadre du récolement des prescriptions, dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air
Prescription contrôlée : Dans l'année suivant la signature du présent arrêté, des mesures des retombées de poussières dans l'environnement sont réalisées à l'aide de capteurs mis en place conformément au plan annexé au présent arrêté aux points suivants : Numéro station Localisation 1 Les Chapelles 2 Les Basses Chapelles 3 Les Rousselais 4 La Vitle Lizou L'inspecteur des installations classées pourra demander la mise en place de capteurs supplémentaires en cas de besoin. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Les résultats commentés sont transmis à l'inspecteur des Installations Classées et accompagnés, le cas échéant, de la description des mesures correctives mises ou à mettre en place.
Constats : L'exploitant présente le dernier rapport poussières dont les mesures ont été effectuées entre le 2 et le 17 décembre 2024. Les résultats présents uniquement pour les stations 1 et 4, sont conformes. Les plaquettes des stations 2 et 3 installées en début de campagne n'ont pas été retrouvées à l'issue des mesures. L'exploitant indique que les prochaines mesures seront réalisées en 2029, sauf événement particulier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 12										
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits										
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. [...]</p> <p>Il n'y a pas d'activité sur la carrière en dehors des horaires de fonctionnement qui sont compris, du lundi au vendredi, entre 7h30 à 18h30.</p> <p>Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence (différence entre le niveau du bruit ambiant, établissement en fonctionnement, et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt) supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après en limites des zones à émergence réglementée telles que définies par l'arrêté du 23 janvier 1997) :</p> <table><tr><td>Niveau de bruit ambiant au point de mesure,Émergence admissible pour la période allant de</td><td></td></tr><tr><td>incluant le bruit de l'établissement</td><td>7h30 à 18h30, du lundi au vendredi</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB</td><td>6 dB (A)</td></tr><tr><td>(A)</td><td></td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td></tr></table> <p>Le niveau de bruit en limite du périmètre d'autorisation devra respecter, aux points indiqués sur le plan en annexe, les limites suivantes (en dB (A)) :</p> <p>Période allant de 8h30 à 17h, du lundi au vendredi : point 1 : 49,5 ; point 2 : 52,5 ; point 3 : 64,5 ; point 4 : 57,5</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans la première année de l'exploitation et renouvelé au moins tous les trois ans, et à la demande de l'inspecteur des installations classées, si nécessaire. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Les résultats du 1er contrôle sont transmis à l'inspection des Installations Classées, les résultats suivants seront tenus à sa disposition.</p>	Niveau de bruit ambiant au point de mesure,Émergence admissible pour la période allant de		incluant le bruit de l'établissement	7h30 à 18h30, du lundi au vendredi	Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB	6 dB (A)	(A)		Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)
Niveau de bruit ambiant au point de mesure,Émergence admissible pour la période allant de										
incluant le bruit de l'établissement	7h30 à 18h30, du lundi au vendredi									
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB	6 dB (A)									
(A)										
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)									
Constats : <p>L'exploitant présente le dernier rapport des mesures bruits effectuées le 02/12/2024. Le document montre des résultats conformes.</p> <p>En 2019, des plaintes avaient été émises par des riverains. Suite à ces plaintes, une visite de la carrière a été organisée avec les riverains et un changement d'organisation a été mis en place.</p> <p>En été les déblais ne sont pas mis au nord mais dans la carrière afin de réduire les nuisances. L'arrêt de l'atelier de taille a également réduit les nuisances sonores.</p> <p>L'exploitant indique qu'il souhaite mettre en place une commission de suivi annuelle dès 2026.</p>										

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> Les mesures précédentes ayant été réalisées en 2019, il est rappelé à l'exploitant que les mesures de bruit doivent être effectuées au minimum tous les 3 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 12.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations	
Prescription contrôlée :	
Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.	
La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :	
Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8
On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.	
La mesure des vitesses de vibrations (selon 3 directions) et les fréquences associées sera réalisée à chaque tir. Cette mesure sera réalisée a minima au point suivant :	
Lieu-dit "Les Chapelles" ; Distance du point de tir>100m	
Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.	
Constats :	
L'exploitant présente les résultats des mesures de vibrations des tirs de 2024.	
Cependant, les mesures sont indiquées en in/s, ce qui ne correspond pas à l'unité classique de mesure (mm/s). Une conversion rapide en séance sur l'une des mesures permet de constater que les résultats sont conformes.	
L'exploitant indique avoir des difficultés à réaliser les mesures au lieu-dit prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en raison d'un désaccord des riverains. Les mesures sont donc effectuées dans la carrière, ce qui majore les mesures qui pourraient être effectuées à une distance plus lointaine. Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les résultats des mesures pour l'année 2025.	
En 2018, une plainte des riverains portant sur les nuisances liées aux vibrations. L'exploitant indique que le changement de méthode d'extraction (avec un fil au lieu d'une utilisation d'explosifs) a permis de réduire les vibrations.	
Les riverains sont alertés par une sirène. Cette information a été mise en place après la plainte de 2018.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :	
> L'exploitant transmettra les résultats des mesures 2025 à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Les résultats des mesures doivent être exprimées en mm/s.	

> Il est rappelé à l'exploitant que les mesures de vibrations doivent être effectuées à chaque tir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- de points d'eau d'une capacité minimum de 120 m³, situés à moins de 200 m des installations, équipées d'une aide de mise en station des engins pompe facilement accessible, présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un engin-pompe (8 m X 4 m = 32 m²)- d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations, sur les aides extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,- de plans des installations facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Lors de l'inspection 2024, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de faire réceptionner le (ou les) plan(s) d'eau qui sera(ont)destiné(s) à l'extinction d'un éventuel incendie par le SDIS (localisation et accessibilité). L'exploitant indique que des échanges ont eu lieu avec le SDIS. Les plans d'eau ne peuvent pas être utilisés à des fins de réserve incendie. L'exploitant indique qu'il va installer une réserve d'incendie souple, dont l'emplacement a été défini avec le représentant du SDIS qui s'est déplacé sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit mettre en place la réserve incendie comme prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière et la faire réceptionner par le SDIS. > Il transmettra à l'inspection des installations classées l'attestation de réception du SDIS dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Information du public et accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2006, articles 5.1 et 5.4
Thème(s) : Situation administrative, Information du public et accès
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'accès à la carrière est interdit par une clôture efficace et contrôlé durant les heures d'activité. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection constate qu'une entrée est utilisée au nord. Cette entrée n'est pas contrôlée et il n'y a aucune panneau d'information sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit mettre en place un panneau d'information au niveau de l'entrée nord. De plus, il est rappelé que l'accès à la carrière doit être interdit par une clôture efficace et contrôlé durant les heures d'activité. > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois les justificatifs de clôture et affichage du panneau ou de fermeture de cet accès nord.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Stockage des déblais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déblais
Prescription contrôlée : Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que des déblais sont stockés en tas d'une hauteur très importante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit veiller à la stabilité des stockages de blocs. Il transmettra à l'inspection des installations classées des justificatifs de cette stabilité dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois